



Renforcement de la capacité locale de plaidoyer pour améliorer la sécurité alimentaire dans les terres arides de la Tanzanie.

1. Contexte

Cette initiative visant à renforcer la capacité d'engagement politique pour améliorer la sécurité alimentaire était un projet triennal de 2013 à 2016. Financé conjointement par l'Union européenne, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Tanzania Natural Resource Forum (TNRF) dans le district de Longido, au nord de la Tanzanie. Le district a été choisi compte tenu de l'état d'insécurité alimentaire sévère parmi les communautés pastorales qui y résident, tel que déterminé par une étude.

Longido District est un district semi-aride situé dans la partie nord de la Tanzanie à la frontière du Kenya. Les précipitations annuelles vont de 450 à 500 mm par an avec une température moyenne de 24°C à 27°C. La majorité des habitants sont des communautés pastorales et agropastorales dont la principale source de revenus est l'élevage. Rares sont ceux qui, dans la partie occidentale du district, pratiquent l'agriculture pour compléter l'élevage. Cette zone comprend deux

zones de gestion de la faune (WMA): Enduimet et Natron.



Pénurie de pâturages- Merugoi village (2016)

2. Objectifs du projet et stratégies

Les associations pastorales dans les processus décisionnels locaux et nationaux pour promouvoir la mise en œuvre efficace d'approches écosystémiques de la sécurité alimentaire.

Le projet visait les associations pastorales et d'autres organisations communautaires (OBC) qui travaillaient avec les communautés des zones arides sur la réduction de la pauvreté et les moyens de subsistance durables. Une stratégie clé consistait à renforcer la capacité de ces institutions locales à s'engager et à représenter efficacement leurs communautés dans les processus politiques. Le projet visait à renforcer les capacités institutionnelles et stratégiques, à développer des messages et des positions de plaidoyer, et à soutenir les liens entre les institutions et les communautés pour construire des voix collectives du niveau local au niveau national.

Des réunions de consultation communautaire, des programmes de formation et des groupes de pression communautaires appelés Groupes consultatifs sur les politiques (GCP) au niveau du village pour défendre les questions relatives à la gouvernance et à la sécurité alimentaire ont été organisés. Pour assurer l'efficacité des GCP, les communautés ont été autorisées à les organiser elles-mêmes avec des représentants des conseils de village, des groupes religieux, des groupes d'âge différents, des groupes de femmes, etc.

Le projet visait à créer des espaces permettant aux représentants de s'engager efficacement dans les



PAG réunion - Ketumbeini village (2015)

processus politiques en leur offrant des opportunités d'identifier et de se connecter aux processus en cours et de créer de nouveaux forums pour débattre des problèmes clés aux niveaux du village, du district et national. Pour construire une base de données pour informer et influencer l'élaboration des politiques, le projet incluait des exercices de suivi, tirant les leçons du projet et offrant des occasions de partager différents types de connaissances entre les communautés, les universitaires et les décideurs sur diverses plateformes. Enfin, pour mettre en évidence les approches écosystémiques de l'insécurité alimentaire, des activités de développement d'entreprises communautaires utilisant des espaces multifonctionnels et favorisant la gestion durable et collective des ressources pour améliorer les moyens de subsistance et les fonctions des écosystèmes ont été organisées. L'apprentissage de ces mesures a été intégré dans l'engagement politique aux niveaux local et national.

3. Résultats

Le projet a atteint les résultats suivants:

- Il a renforcé les capacités des pasteurs qui ont participé à la prise de décision fondée sur des données factuelles sur les questions de sécurité alimentaire aux niveaux local et national. Ceci a été rendu possible par la formation des GCP locaux qui défendaient les besoins et les droits des personnes. Les communautés ont réussi à influencer de nombreux règlements sur le bétail, le foncier, l'eau et la faune, entre autres questions.
- Il a multiplié les occasions pour les communautés de dialoguer avec les décideurs sur les questions liées à la sécurité alimentaire aux niveaux local, national et transfrontalier; et pour qu'ils puissent se connecter aux réseaux régionaux et mondiaux. Cela comprenait la participation à des réunions politiques à Arusha, Dar es Salaam et Nairobi.
- Il y a eu une plus grande production, utilisation et partage des connaissances locales et scientifiques, et l'apprentissage des approches écosystémiques de la sécurité alimentaire dans les zones arides à travers les associations pastorales locales. L'information a été générée par l'apprentissage par l'action et les meilleures pratiques.

- Des initiatives novatrices de groupes communautaires pastoraux ont démontré des approches pratiques pour renforcer la sécurité alimentaire des zones arides grâce à des mesures de diversification des moyens de subsistance telles que l'écotourisme, les petites entreprises et la commercialisation de l'élevage.

Pour la première fois, les communautés ont réussi à mettre en place des groupes consultatifs politiques très puissants grâce auxquels ils pouvaient faire entendre leur voix et plaider en faveur d'une meilleure gouvernance et d'une meilleure sécurité alimentaire et des moyens de subsistance. Les communautés sont devenues leurs propres agents de changement dans la gestion des ressources pastorales, des droits fonciers et des amendements constitutionnels. Les GCP ont abordé plus de huit questions de gouvernance, notamment les règlements régissant les zones de pâturage de saison sèche et humide, le soutien à la diversification des moyens de subsistance et la participation active des communautés à tous les problèmes de développement.

Ces groupes de pression ont également donné aux femmes un espace plus large pour défendre les droits des femmes. Le nombre de femmes occupant des postes de direction de village en district est passé de zéro à plus de 10.

Agnes de Lumbwa GCP est un membre très actif de son GCP qui défend l'implication des femmes dans les programmes de formation sur la sécurité alimentaire et la gouvernance. Actuellement, il y a trois conseillères qui défendent les droits des femmes à l'assemblée du conseil de district.



« Pour parvenir à la sécurité alimentaire au niveau des ménages, les femmes doivent être habilitées correctement. »

Agnes de Lumbwa GCP.



L'élection des femmes to Lobbygoup (2014)



4. Conclusions

Les communautés pastorales et agropastorales sont parmi les plus exposées à l'insécurité alimentaire dans les zones arides d'Afrique. Les efforts pour parvenir à la sécurité alimentaire doivent s'articuler autour de politiques favorables qui soutiennent les principaux moyens de subsistance des communautés.

Ce projet a fourni une leçon parfaite montrant que l'autonomisation des communautés est une stratégie sûre pour aborder la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance à travers la gestion durable des ressources des zones arides. Les communautés peuvent être leurs propres agents de changement, étant donné la possibilité de s'engager dans des processus politiques. Le gouvernement devrait donc impliquer la communauté dans les processus politiques qui ont

un impact sur ses ressources naturelles et sa sécurité alimentaire.

La Tanzanie est en train d'expérimenter divers processus d'élaboration de politiques. Ceux-ci devraient envisager la participation maximale de leurs communautés pastorales, en particulier les femmes, pour s'assurer que leurs besoins sont bien compris et adressés pour soutenir leur mode de vie. Le renforcement de leur voix est la clé pour atteindre cet objectif et les groupes consultatifs sur les politiques ont eu beaucoup de succès dans les quatre villages où ils ont été mis à l'essai. TNRF et ses partenaires sont actuellement impliqués dans la collecte de fonds pour reproduire ce modèle de plaidoyer dans d'autres villages.



Supporté par:

THE OPEN SOCIETY INITIATIVE
FOR EASTERN AFRICA

Auteur: Daniel Ouma, Tanzania Natural Resource Forum. (d.ouma@tnrf.org)

Editeur: G. Clare Westwood, Third World Network

Mars 2018

Cette étude de cas AFSA fait partie d'une série mettant en évidence les bonnes pratiques en agroécologie, pastoralisme, droits fonciers et souveraineté semencière. Lire tout sur www.afsafrica.org/case-studies/

AFSA encourage l'utilisation et la reproduction de cette étude de cas à des fins non commerciales, à condition que sa source et son origine soient clairement mentionnées.